



LES JOURNÉES DE L'ÉCONOMIE

14,15, 16 novembre 2013 / Lyon



3 jours de débats pour un enjeu...

**RECONSTRUIRE
la confiance**

SYNTACOMÉ, maison de communication

Entrée gratuite - inscription obligatoire
www.journeeseconomie.org



Organisé par :



Dossier de presse

**Contact presse nationale et internationale
OZINFOS**

jeco@ozinfos.com

Marie Céline Terré - 01 42 85 47 27 – 06 09 47 47 45

Timothée Lenoir 01 42 85 47 27 – 06 15 55 00 65.

Sommaire

- **6^{ème} édition des Journées de l'Economie, du 14 au 16 novembre 2013** p3
- **3 questions à Pascal Le Merrer, directeur des Journées de l'Economie** p4
- **Focus sur quelques conférences** p5
- **Ils participent aux Jéco : profil de quelques intervenants** p12
- **Idées de parcours thématiques** p18
- **D'autres façons de débattre : les Cafés Eco et les Labs de Bercy** p19
- **Le Salon du livre d'économie** p20
- **Les Etats généraux des étudiants en économie** p21
- **Un événement organisé par la Fondation pour l'Université de Lyon** p22
- **Ils soutiennent les Jéco** p23

6^{ème} édition des Journées de l'Economie, du 14 au 16 novembre 2013 à Lyon

Les Journées de l'Economie, organisées par la Fondation pour l'Université de Lyon et dirigées par Pascal Le Merrer, proposent aux citoyens de tous horizons des clés pour mieux comprendre le monde qui les entoure en échangeant sur une grande diversité de sujets d'actualité abordés avec un éclairage économique. Cette édition se déclinera autour d'un fil rouge, « Reconstruire la confiance » et traitera de sujets d'actualité et de problèmes de fond.

Plus de 7000 personnes sont attendues à cet événement unique en France, parmi lesquelles de nombreux étudiants et lycéens, pour participer à plus 50 conférences et rencontres au cours desquelles universitaires reconnus, chefs d'entreprises, personnalités politiques de dimension nationale et internationale et journalistes confronteront leurs points de vue.

Pour la première fois, les principales conférences seront retransmises en direct sur le site des Journées de l'Economie. L'événement trouvera également un prolongement virtuel sur les blogs et réseaux sociaux.

Mario Monti, ancien premier ministre de la République Italienne, sera le grand témoin de cette édition. Parmi les personnalités ayant répondu présent pour débattre et partager avec le public, citons **Benoît Hamon**, ministre délégué à l'Economie sociale et solidaire, **Marylise Lebranchu**, Ministre de la Réforme de l'État, de la Décentralisation et de la Fonction publique, **Pascal Lamy**, directeur de l'OMC, **Martin Hirsch**, Président de l'Institut du Service Civique, **Pierre Gattaz**, Président du MEDEF, **Jean-Claude Mailly**, secrétaire général de Force Ouvrière, **Jean Pisani-Ferry**, commissaire général à la stratégie, **Clara Gaymard**, présidente de General Electric France, **Alain Mérieux**, Président de l'Institut Mérieux, **Stéphanie Paix**, Président du Directoire de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes, **Antoine Frérot**, Président directeur général de Véolia Environnement, des économistes de renom comme **Philippe Aghion**, **Patrick Artus**, **François Bourguignon**, **Agnès Benassy Quéré**, **Jean-Paul Fitoussi**, **Hélène Rey**, **David Thesmar**, **Alain Trannoy**...

L'événement se déroulera également hors les murs, avec l'organisation durant 3 jours, par le SIRCOM (service de communication du Ministère de l'économie et des finances) de Cafés Eco, de Labs et d'Ateliers pédagogiques.

Les Journées de l'Economie sont soutenues par la Caisse d'Epargne Rhône Alpes et de nombreux partenaires, parmi lesquels le Grand Lyon, la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, la Région Rhône-Alpes, la Caisse des Dépôts, la Banque de France, Sanofi, le cabinet Mazars, etc...

Elles sont parrainées par le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi, le ministère de l'Education nationale et l'Assemblée Nationale.

3 questions à Pascal Le Merrer, directeur des Journées de l'Économie

Dans le contexte actuel, quel est le rôle d'une manifestation telle que les JECO ?

Les sujets économiques sont partout et nous interpellent : paie-t-on trop d'impôts ? La zone euro est-elle sortie de la crise ? Comment faire pour améliorer la situation de l'emploi, en particulier pour les jeunes ? Peut-on produire et consommer autrement ? La France est-elle sur le déclin ? Comment améliorer le dialogue social ?... Sur ces sujets, et bien d'autres que nous aborderons pendant les Jéco, il me semble important que les citoyens puissent entendre les analyses des experts mais aussi la confrontation des positions avec le croisement des regards entre les chercheurs et les acteurs politiques, économiques et sociaux.

Cette édition s'articule autour de l'idée de "reconstruire la confiance". Pourquoi ce choix ?

En préparant les Jéco 2013 depuis un an, il m'est apparu comme une évidence que la notion de confiance traversait un grand nombre des sujets que nous abordons : l'avenir de l'Union Européenne, la mise en place de réformes structurelles, la place des jeunes dans l'économie, la capacité des entreprises à innover, le regard que portent les français sur leurs institutions...

Le danger est que ce mot soit mobilisé par facilité, là où il faut faire un effort de réflexion. De nouveaux outils émergent qui peuvent donner un contenu plus solide à cette notion.

Indicateurs de bien-être, de soutenabilité, de mesure du capital social, de positivité de l'économie, toutes ces approches participent de cet effort pour cerner ce qui compose la confiance et les résultats du sondage qui seront présentés à l'ouverture des journées de l'économie nous donneront des informations utiles sur ce sujet.

Quelles conférences et quels intervenants aborderont plus précisément ce sujet ?

Nous avons organisé la réflexion sur le thème de la confiance à travers de multiples dimensions : **la confiance dans les institutions** est au centre de la conférence avec Yann Algan, Philippe Aghion, Clara Gaymard, Martin Hirsch... **la confiance dans l'avenir de l'euro** avec Mario Monti, Patrick Artus, Agnès Bénassy-Quéré..., **la confiance dans le processus de réforme** avec Jean Pisani-Ferry, Jean-Claude Mailly..., **la confiance dans la capacité de l'économie française à éviter le déclin** avec Pierre Gattaz, Alain Mérieux... Beaucoup d'autres sujets seront abordés qui sont des dimensions de la reconstruction de la confiance : dialogue social, transition énergétique, le chômage des jeunes, création et développement d'entreprises innovantes, rôle des territoires, place de l'économie sociale et solidaire...

Focus sur quelques conférences

Les conditions économiques de la stabilité de l'euro sont elles acceptables ?

Jeudi 14 Novembre de 11h à 13h au Théâtre des Célestins

Mario Monti

Sénateur - Président de l'Université Bocconi - Premier Ministre de la République Italienne (2011-13)
Grand témoin des Jéco 2013

Patrick Artus

Directeur de la Recherche et des Etudes Natixis

Philippe Askenazy

Directeur de recherche au CNRS et membre du Conseil d'analyse économique

Agnès Bénassy-Quéré

Professeur à l'École d'Économie de Paris / Président-déléguée du CAE

Sylvie Goulard

Députée européenne, élue dans la circonscription Ouest de la France

Philippe Herzog

Président-fondateur de l'association Confrontations Europe

Peter Ricketts

Ambassadeur du Royaume-Uni en France

Nicolas Schmit

Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du Luxembourg

Daniela Schwarzner

Directrice du département Intégration européenne à l'Institut allemand pour les Affaires internationales et de sécurité (SWP)

Modérateur : Jean-Paul Chapel, France TV

L'hétérogénéité de la zone euro est forte et a été amplifiée par la crise, qui a imposé une baisse du niveau de vie dans beaucoup de pays afin de faire disparaître leur déficit extérieur et d'améliorer leur compétitivité. L'affaiblissement de l'activité conduit de plus à une hausse considérable des taux d'endettements publics. La zone euro est donc menacée d'une part par le rejet des ajustements économiques (baisse des salaires, des dépenses publiques, hausse des impôts) par les opinions : toutes les enquêtes montrent qu'une minorité d'européens maintenant pense que l'Europe a amélioré leur situation ; d'autre part par une crise de l'excès d'endettement public.

Les remèdes sont probablement connus : aides européennes pour la reconstruction des économies en difficulté et pour la recapitalisation des banques ; mutualisation d'une partie des dettes publiques.

Mais il se pose évidemment la question de l'acceptabilité politique de ces remèdes, avec le rejet par les pays du Nord de la zone euro de la mutualisation des vieilles dettes ou des vieilles pertes. La position de ces pays peut-elle évoluer en cas de crise ?

Réformes économiques, quelles priorités ?

Jeudi 14 Novembre de 15 à 16h30 au Théâtre des Célestins

Patrick Artus

Directeur de la Recherche et des Etudes Natixis

François Bourguignon

Directeur de l'École d'économie de Paris, ancien économiste en chef de la Banque Mondiale

Jean-Claude Mailly

Secrétaire général de FO

Yannick Moreau

Présidente de la Commission pour l'avenir des retraites

Jean Pisani-Ferry

Commissaire général à la stratégie et à la prospective

Modérateur : Alexandra Bensaïd, France inter – « On n'arrête pas l'éco »

Les réformes structurelles ont pour objectif final de réduire les inefficacités de nos économies et d'en permettre une croissance plus forte. Mais de telles réformes ont également des effets collatéraux, notamment lorsqu'elles sont mises en œuvre dans des périodes où l'économie est fragilisée et où ses ressorts ne sont pas ceux qu'on peut attendre en régime de croisière. De même, l'on sait qu'un système économique totalement efficace n'est pas forcément gage d'équité ni de clairvoyance sur les risques qui pèsent à court ou à long terme. Il peut être par exemple utile de renoncer à une croissance maximale dans le scénario le plus plausible si c'est le prix à payer pour se couvrir contre un risque.

Le décideur politique doit avancer dans un programme de réformes qu'il hiérarchise. Quelles règles doit-il retenir, au-delà des aspects budgétaires, pour prioriser ces réformes ? Comment doit-il articuler le court et le long terme et intégrer une logique forcément multicritères ?

L'emploi des jeunes

Jeudi 14 Novembre de 15h à 16h30 au Pathé

Alessandro Goglio

Conseiller économique auprès de la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales à l'OCDE

Aude Leduc

Chargée d'études à l'INSEE

Alain Roumilhac

Président de Manpower Groupe France

André Zylberberg

Directeur de recherche émérite au CNRS

Modérateur : Stéphane Bechaux, Liaisons Sociales Magazine

Début 2013, près de 1,9 million de jeunes de 15 à 29 ans ne sont ni à l'école, ni en emploi, ni en formation, soit 17 % de cette classe d'âge. Si la crise a affecté l'ensemble des pays développés, nombre de nos voisins européens connaissent des taux d'emploi des jeunes nettement supérieurs au nôtre. Le niveau d'étude est le critère décisif quant à la trajectoire du jeune. Or, aujourd'hui, 900 000 jeunes ont quitté le système scolaire sans diplôme. Aider ces jeunes à s'insérer dans la vie professionnelle est un défi majeur.

Deux stratégies complémentaires peuvent être étudiées : celles qui ont pour objet d'améliorer la formation des jeunes et leur accompagnement vers l'emploi et celles qui visent à stimuler l'offre d'emploi des entreprises.

L'enseignement professionnel par l'alternance emploi études est encore trop peu développé en France. En Allemagne, ce système bénéficie du soutien de tous les acteurs : employeurs, syndicats et gouvernement. La moitié des jeunes Allemands utilise cette voie, contre seulement le quart en France. Du côté de la stimulation de l'offre d'emploi, le salaire minimum nuit indiscutablement à l'emploi des jeunes les moins qualifiés. C'est pourquoi des allègements de charges ciblés sur ces publics peuvent rapprocher en partie leur niveau de productivité et leur coût dans l'entreprise. La Note N°4 du Conseil d'analyse économique porte sur cette question.

Qui doit payer l'information ?

Jeudi 14 Novembre de 17h à 18h30 au Pathé

Françoise Benhamou

Professeur de Sciences Economiques (Université de Paris 13)

Philippe Colombet

Directeur des partenariats Stratégiques Google Livres, Magazines et Actualités

Frédéric Filloux

Directeur général en charge des activités numériques du Groupe les Echos

Jean-Baptiste Soufron

Secrétaire général du Conseil national du numérique

Patrick Waelbroeck

Maître de conférence en économie

Modérateur : Françoise Crouigneau, Association des Journalistes Economiques et Financiers (AJEF)

Certains ont tendance à l'oublier avec le vrai-faux sentiment de gratuité de nombre d'internautes : l'information a un coût, d'autant plus élevé qu'elle est crédible et de qualité. Mais qui doit en assumer le prix ? L'explosion d'Internet a rendu la réponse aussi complexe que polémique.

Avec le numérique, sont apparus une industrie et un marché dont la taille a surpris les plus visionnaires de la Toile. En créant de véritables « empires de données » grâce aux précieux éléments de comportement que leur offrent les internautes - sans toujours en mesurer la commercialisation - Google, Apple, Facebook, Amazon (Gafa selon un acronyme qui fait recette), en sont devenus les principaux bénéficiaires.

Un phénomène qui a bouleversé bien des métiers à commencer par les médias, en quête d'un nouveau modèle économique, mais aussi la publicité, appelée à maîtriser de nouveaux outils. Sans oublier les gouvernements qui entendent profiter de ce nouveau « tas d'or » alors que ses détenteurs jouent sur les règles du jeu mondial pour s'adonner à une optimisation fiscale de haut vol.

Alors, qui doit -aussi- payer l'information? Les moteurs de recherche, les réseaux sociaux, les détenteurs de smartphones ? Et sous quelle forme ? De nouvelles taxes, une fiscalité à réinventer ? Un retour sur la valeur ajoutée apportée à Internet par les sites d'information et des médias ? La question n'a pas fini de faire débat entre ceux qui estiment que Gafa fait main basse sur l'information et ceux qui prônent la sauvegarde d'une totale liberté d'expression et de concurrence sur la Toile.

Les métropoles, locomotives de l'innovation

Vendredi 15 Novembre de 9h à 10h30 à la salle Rameau

Laurent Davezies

Professeur au CNAM

Jean-Yves Durance

Président de l'Association des Utilisateurs de la Défense et Vice-Président CCI Paris Ile de France

Sabine Enjalbert

Directrice générale Agence régionale de développement de la région Île de France

Monsieur le Sénateur-Maire de Lyon

Président du Grand Lyon

Jean-Claude Prager

Directeur des études économiques de la Société du Grand Paris

Pierre Veltz

Président-Directeur Général de l'Etablissement Public Paris-Saclay

Modérateur : Cyrille Lachèvre, L'Opinion

Les grandes métropoles sont les moteurs de l'innovation et de la prospérité dans l'économie d'aujourd'hui. Elles connaissent une concurrence sans répit pour la localisation des activités de pointe et des talents. Elles sont les locomotives de leurs territoires en diffusant connaissances, richesses et activités. Elles sont aussi des lieux de fortes difficultés sociales, car les inégalités à l'intérieur des grandes métropoles sont plus importantes que les disparités entre régions. Leurs responsables publics doivent donc faire face à des nombreux défis, aussi bien économiques que sociaux, alors que la mondialisation réduit fortement leurs capacités d'action. Mais certaines connaissent prospérité et réussite, malgré la crise. Peut-on dégager les traits communs de ces succès économiques et sociaux, et quels en sont les ingrédients en termes d'action publique (rayonnement universitaire, organisation sociale et rapports entre décideurs publics et privés, gouvernance, ...)?

Comment expliquer les écarts de croissance ?

Vendredi 15 Novembre de 9h à 10h30 à l'Hôtel de Région

Gilbert Cette

Professeur d'économie associé à la Faculté de Sciences économiques de l'Université d'Aix-Marseille II

Michel Fouquin

Directeur adjoint du CEPII

Giuseppe Nicoletti

Responsable du département Economie à l'OCDE

Modérateur : Emmanuel Lechypre, BFM TV et BFM BUSINESS

A long terme les gains de productivité déterminent la progression des niveaux de vie ; et c'est au XIX^{ème} siècle que se produit la grande divergence entre les pays occidentaux et le reste du monde. Cet écart se maintiendra et se renforcera pour l'essentiel tout au long du XXI^{ème} siècle. Depuis 1995 on assiste à une double évolution, d'une part les écarts se creusent entre l'Europe et le Japon vis-à-vis des Etats-Unis, d'autre part des pays, que l'on qualifie d'émergents, comblent une partie de leur retard. En Europe le déclin des gains de productivité se conjugue à la crise financière et à une perte de compétitivité notamment des pays du Sud ; perte de compétitivité qui handicape leur sortie de crise ; dans quelle mesure celle-ci est-elle cause de ce déclin? Est-ce la fin du productivisme? On s'efforcera d'explicitier les déterminants de la productivité dans ces pays: réglementations, fiscalité, dépense de recherche et développement, qualité de l'enseignement etc.

Du côté des pays émergents les sources des gains diffèrent sensiblement d'un pays à l'autre: industrie pour la Chine, agrobusiness pour le Brésil, services pour l'Inde ; des trois modèles de rattrapage quel est celui qui semble le plus prometteur? Le surinvestissement à la Chinoise est-il soutenable à long terme? A l'inverse, la faiblesse des niveaux d'épargne et d'investissement brésiliens peuvent-ils être corrigés? Enfin, qu'est-ce qui bloque l'Inde?

Comment construire la confiance ?

Vendredi 15 Novembre de 9h à 10h30 au Centre culturel Saint-Marc

Yann Algan

Professeur d'économie à Sciences Po

Denis Lafontaine

Photographe

Paul Seabright

Professeur de Sciences économiques à l'Université de Toulouse

Conférence organisée à l'initiative de la Cité de l'économie et de la monnaie

Dans une économie, les agents interagissent, et notamment échangent entre eux, alors qu'ils ne se connaissent pas bien, voire qu'ils ne se connaissent pas du tout. Cette capacité remarquable repose sur la confiance interindividuelle et sur la confiance dans les institutions qui régulent ces interactions et ces échanges. La confiance est plus nécessaire encore quand l'économie se complexifie (quand le nombre d'acteurs spécialisés augmente) et se mondialise (quand les acteurs interagissent sur des distances de plus en plus grandes).

L'actualité fournit de nombreux exemples de situations dans lesquelles l'ingrédient de la confiance, ou son absence, a paru déterminant : crise économique et financière (défiance envers les institutions financières, les finances publiques, les perspectives d'avenir ...), crises sectorielles (défiance envers certains acteurs et / ou autorités de régulation).

Pour sa 3^{ème} conférence «Journées de l'économie», la Cité de l'économie et de la monnaie propose de réfléchir et d'échanger sur la question «Comment construire la confiance ? ». En accord avec le projet de médiation originale de l'économie que porte la Cité, cette conférence s'appuiera sur un dialogue entre économistes et non-économistes ainsi que sur un regard croisé avec une forme d'expression artistique : la photographie.

Quatre classes de lycées de la région lyonnaise présenteront une sélection de photographies. Réalisées en septembre-octobre 2013 dans le cadre d'ateliers de pratique artistique encadrés par un photographe professionnel, elles sont le fruit de la réflexion et du travail menés, avec leurs professeurs (de SES, économie-gestion, philosophie), sur la notion de confiance. Les intervenants suivants dialogueront avec les lycéens et avec la salle :

La conférence sera l'occasion de découvrir la vidéo pédagogique de Dessine-moi l'éco de novembre 2013, qui traitera du thème de la confiance en économie.

L'économie française, entre rebond et déclin

Vendredi 15 Novembre de 11h à 13h à la salle Rameau

Philippe Aghion

Professeur de Sciences économiques (Université d'Harvard)

Patrick Artus

Directeur de la Recherche et des Etudes Natixis

Hervé Boulhol

Economiste à l'OCDE

Pierre Gattaz

Président du Medef

Eric Heyer

Directeur adjoint au Département analyse et prévision de l'OFCE

Hervé Hélias

Président et Directeur général de Mazars

Alain Mérieux

Président de l'Institut Mérieux et de la Fondation pour l'Université de Lyon

Monsieur le Sénateur-Maire de Lyon

Président du Grand Lyon

Valérie Rabault

Vice-Présidente de la Commission des Finances et Députée de Tarn-et-Garonne

Modérateur : Dominique Rousset, France Culture – « L'économie en questions »

Le gouvernement français a lancé pendant l'été 2013 une réflexion sur la situation de la France en 2025.

Quand on regarde les tendances de l'économie française sur la période 2010-2013, on voit que ne pourront certainement pas se poursuivre sur la période 2013-2025 :

- la disparition des gains de productivité, du progrès technique ;
- le recul de la profitabilité des entreprises ;
- les pertes de parts de marché à l'exportation ;
- la dégradation de la qualité du système éducatif ;
- le recul de l'investissement en nouvelles technologies ;
- la hausse des dépenses publiques, de la pression fiscale, de la dette publique.

Il faudrait donc identifier précisément les réformes nécessaires sur le marché du travail, à l'école, dans les institutions de recherche, dans le système fiscal et de protection sociale, dans les relations entre l'Etat et les entreprises.

L'Economie Sociale et Solidaire, une autre conception de la richesse ?

Vendredi 15 Novembre de 11h à 12h30 à l'Hôtel de Région

Philippe Frémeaux

Délégué Général de l'Idies

Benoît Hamon

Ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé de l'Economie sociale et solidaire et de la Consommation

Marc-Urbain Proulx

Sous-ministre associé au MAMROT

Florence Jany-Catrice

Professeur à l'Université de Lille 1

Monsieur le Conseiller Régional

Conseiller délégué à la nouvelle économie, aux nouveaux emplois, à l'artisanat et à l'économie sociale et solidaire à la Région Rhône-Alpes

Joël Tronchon

Délégué général de la Fondation SEB

Modérateur : Philippe Lansac, RCF

L'économie sociale et solidaire (ESS) bénéficie aujourd'hui d'une reconnaissance croissante. Du fait des services qu'elle rend et de la promesse qu'elle porte : celle d'une économie qui répondrait aux besoins de manière soutenable et donnerait la priorité aux personnes et à l'emploi plutôt qu'au profit ; celle d'une économie qui soit ancrée dans les territoires et dont les organisations seraient gouvernées démocratiquement. Au moment où des lois cadre sur l'ESS sont soumises aux Parlements français comme québécois, cette table ronde visera à évaluer dans quelle mesure et à quelles conditions l'ESS peut tenir cette promesse de transformation sociale.

Faut-il une politique de filières industrielles ?

Vendredi 15 Novembre de 16h30 à 18h au Palais de la Mutualité

Gabriel Colletis

Professeur d'Economie à l'Université de Toulouse 1

Benjamin Gallezot

Adjoint au Directeur général de la DGCIS

Bernard Million Rousseau

Directeur général de la Plateforme de la Filière Automobile

Dorothee Köhler

Spécialiste des questions industrielles et urbaines

Christian Lajoux

Président France, Sanofi

Modérateur : Philippe Mabilie, La Tribune

« Filière santé », « filière aéronautique », « filière électronique »... : le terme de filière connaît un regain d'intérêt depuis quelques années, notamment dans les débats sur la politique industrielle. Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, appuyé par le Conseil national pour l'industrie, a d'ailleurs sélectionné en janvier 2013 treize filières industrielles stratégiques destinées à « construire la carte de la France productive des années 2020 » et à mettre fin à la désindustrialisation de notre pays. L'idée est assez intuitive pour être rassembleuse, notamment parmi les entreprises qui recherchent ensemble les conditions de leur compétitivité. Mais la filière est également une notion assez floue, parfois même galvaudée, qui ne fait pas l'unanimité parmi les économistes. Quel est donc l'apport d'un raisonnement en termes de filières pour porter une politique industrielle ambitieuse ? Cette approche, mobilisatrice à certains égards, ne risque-t-elle pas de cantonner l'action politique dans un cadre restrictif voire dépassé ? En particulier, exclut-elle les entreprises multi-filières ou encore celles pratiquant des fertilisations croisées dans le cadre des pôles de compétitivité ? Comment expliquer la performance collective de l'industrie allemande alors même que les pouvoirs publics ignorent ce concept outre-Rhin ?

Payer plus pour les transports publics ?

Vendredi 15 de 16h30 à 18h au Pathé

Bruno Faivre d'Arcier

Professeur à l'Université Lyon 2 et chercheur au Laboratoire d'Economie des Transports

Christian Proust

Président du SMTC de Belfort

Jean Sivardiere

Président de la FNAUT

Stéphanie Souche

Maitre de Conférence à l'Université Lyon 2, Laboratoire d'Economie des Transports

Michèle Vullien

Vice-présidente de SYTRAL et Maire de Dardilly

Modérateur : Gérard Bonos, Public Sénat

La mobilité urbaine est un enjeu majeur, individuel et collectif. Depuis plusieurs années, les plans de déplacements urbains (PDU) se donnent comme objectif de développer les modes doux (marche à pied, vélo) mais aussi et surtout les transports collectifs. Les investissements dans ce domaine n'ont pas manqué, des lignes nouvelles de métro ou de tramway ont vu le jour tout comme les Bus à Haut Niveau de Service (BHNS).

Mais dans le même temps, les budgets publics consacrés aux transports collectifs ne cessent de progresser ce qui ne manque pas de poser des questions en période de vaches maigres pour les fonds publics.

La question est donc posée de savoir s'il est possible de demander une participation plus importante aux usagers. La Cour des comptes a récemment rappelé que les usagers des TER ne paient qu'une partie réduite du coût des trains de la vie quotidienne. C'est une piste évoquée par exemple pour financer partiellement les projets du Grand Paris. On évoque aussi la possibilité de faire contribuer les automobilistes par la mise en place d'une carte multimodale mixant péage urbain et abonnement TC.

Mais dans le même temps, on a vu se développer dans quelques agglomérations françaises la gratuité des transports collectifs. Par ailleurs, de nombreux départements ont mis en place une tarification plate (1 à 3 euros le voyage, quelle que soit la distance) pour les usagers des autocars départementaux. De son côté, la région Languedoc-Roussillon développe le TER à 1 euro.

Cette session des Journées de l'économie vise donc à faire le point sur ces options opposées. Que paient actuellement les usagers des transports publics ?

Comment est assuré aujourd'hui le financement de ces transports ?

Face à l'amélioration des services et au développement de l'offre, les usagers doivent-ils payer plus ? Ou moins ? voire pas du tout ?

L'économie française malade de ses institutions ?

Vendredi 15 Novembre de 18h30 à 20h30 à la salle Rameau

Philippe Aghion

Professeur de Sciences économiques (Université d'Harvard)

Yann Algan

Professeur d'économie à Sciences Po

Clara Gaymard

Vice-Présidente GE International, Présidente et CEO de GE France, Présidente de l'AmCham France

Martin Hirsch

Président l'Agence du Service civique

Juliette Méadel

Directrice générale de Terra Nova

Olivier Klein

Directeur général de la BREAD Banque Populaire, professeur d'économie finance à HEC

Modérateur : Jean-Marc Vittori, Les Echos

La politique de la concurrence tue-t-elle l'industrie ?

Samedi 16 Novembre de 11h à 12h30 à la salle Rameau

David Encaoua

Professeur émérite à l'université de Paris1 Panthéon-Sorbonne

Bernard Esambert

Président de la Fondation Française pour la Recherche sur l'Epilepsie

Pierre-Noël Giraud

Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

Jean-Pierre Lac

Directeur Général Adjoint du Groupe SEB, en charge des Finances

El Mouhoub Mouhoud

Professeur de sciences économiques Paris Dauphine

Etienne Pfister

Chef économiste à l'Autorité de la concurrence

Xavier Ragot

Professeur associé, Paris School of Economics et consultant à la Banque de France

Modérateur : Philippe Escande, Le Monde

Nous souhaitons réfléchir à la pertinence et aux modalités d'une politique industrielle, intérieure mais aussi extérieure, en Europe.

Les questions que nous souhaitons voir débattre à la table ronde sont les suivantes :

Faut-il un rééquilibrage nord -sud de l'industrie en Europe pour assurer la convergence économique des États de l'Union? Si oui, comment l'obtenir? La politique des grands programmes industriels européens, qui a connu des succès brillants (Airbus, Ariane espace...) est-elle sans objet aujourd'hui? La politique de concurrence actuelle de l'Europe n'affaiblit-elle pas /in fine/ l'industrie sur le territoire européen?

En faisons nous assez au niveau européen pour l'industrie, en matière de formation et de soutien à la recherche-développement ? Sommes nous, en Europe, les naïfs de la globalisation ? Quel contenu donner au concept de « réciprocité » avec les autres puissances économiques ?

Gaz de schiste, une solution ?

Samedi 16 Novembre de 14h à 16h

Alain Ayong Le Kama

Professeur de Sciences Economiques (Université de Paris Ouest – Nanterre La Défense)

Dominique Chauvin

Prospectiviste

Benjamin Dessus

Président de l'association Global Chance

Patrice Geoffron

Directeur du CGEMP et Professeur d'Economie à l'Université Paris-Dauphine

Pierre-Noël Giraud

Professeur d'économie à Mines ParisTech et à Paris Dauphine

Thomas Porcher

Economiste à l'ESG-MS

La question de l'exploitation en France et en Europe des gaz de schiste est extrêmement complexe car elle recouvre tant des enjeux technologiques, industriels, économiques, environnementaux et géostratégiques.

L'objet de cette conférence est, sans prétendre épuiser la question, qui entretiendra sans nul doute encore longtemps de nombreux débats et controverses, de simplement permettre au public, au citoyen et bien évidemment aux décideurs publics et privés, locaux et nationaux, de mieux comprendre et cerner les enjeux de cette épineuse question. Les enjeux liés à l'exploitation des gaz de schiste sont relativement connus, mais leur mise en regard, la pondération qu'ils exigent, sont rendus difficiles car, étant donné l'absence de consensus actuel entre les experts, chacun analyse ces enjeux selon son propre référentiel, ses propres préférences et visions. Il est donc difficile pour les décideurs, dans ces conditions, d'établir une hiérarchie de ces enjeux, pourtant indispensable pour prendre les décisions les plus appropriées.

Tout cela explique sans doute pourquoi un certain nombre de questions relatives aux gaz de schiste restent encore aujourd'hui sans réponses définitives. Nous espérons que les débats lors de cette conférence permettront, du moins en partie, de les éclairer. L'exploitation des gaz de schiste présente en effet théoriquement quelques avantages. Elle pourrait représenter un véritable atout/levier industriel et économique, dans le contexte de crise actuel. Il s'agit en effet d'une ressource qui, outre le fait d'être locale, serait abondante. Son exploitation pourrait donc avoir des effets extrêmement bénéfiques sur la compétitivité des entreprises du secteur et sur l'emploi local ; ainsi qu'en termes d'indépendance énergétique et de sécurité d'approvisionnement.

Cependant, d'un autre côté, cette exploitation pourrait tout aussi engendrer des conséquences économiques et environnementales dramatiques. Qu'il s'agisse en effet du choix des technologies d'exploration, elles ont des coûts économiques différents, et très élevés pour certaines, et peuvent avoir des impacts environnementaux désastreux, en termes de pollutions des sous-sols notamment et des nappes phréatiques, comme c'est par exemple le cas de la « fameuse » technologie d'exploration par fracturation hydraulique. Qu'il s'agisse par ailleurs des effets de cette exploitation sur le prix des énergies fossiles, et du charbon en particulier, et donc son bilan effet de serre global, nul ne peut affirmer aujourd'hui qu'il est globalement et durablement positif. Enfin, on n'a aucune idée définitive des probabilités de fuite lors du processus d'exploitation, ni de tous types de gaz qui pourraient ainsi fuir ; dont certains, comme le méthane par exemple, ont un pouvoir de réchauffement exponentiellement plus élevé que celui du gaz carbonique... et donc des conséquences beaucoup plus fortes en termes de concentration des gaz à effet de serre. Les débats et controverses lors de cette conférence promettent d'être vifs, et très instructifs.

La religion, un phénomène économique ?

Samedi 16 Novembre de 11h à 12h30

Nathalie Luca

Directrice de recherche au CNRS, directrice adjointe du Centre d'Etudes Interdisciplinaires des Faits Religieux (CEIFR) à l'EHESS et co-rédactrice en chef des Archives de Sciences Sociales des Religions (ASSR)

Jean-Philippe Platteau

Professeur d'Economie à l'Université de Namur et à l'Université d'Oxford

Paul Seabright

Professeur de Sciences économiques Université de Toulouse

Vincent Somville

Chercheur au Chr. Michelsens Institut et membre associé du European Development Research Network

Modérateur : Sophie Gherardi, *Fait-religieux.com*

Cette session présentera des travaux récents d'un domaine de recherche très active, qui considère l'impact économique des mouvements religieux et leur capacité de jouer un rôle complémentaire à celui des institutions économiques. La religion peut-elle contribuer à la confiance sociale ou à la volonté des individus à s'investir au bénéfice de la communauté? L'appartenance à une religion change-t-elle le comportement des gens ou sert-elle plutôt comme signal d'un comportement plus fiable que celui du reste de la population?

L'hypothèse de la laïcisation, selon laquelle les pays industrialisés devaient inévitablement voir une baisse de l'appartenance religieuse, est depuis longtemps décrédibilisée par la croissance des mouvements religieux aux USA ainsi que dans diverses régions en pleine expansion économiques. Peut-on comprendre les racines économiques de cette évolution?

Ces technologies qui suppriment de l'emploi ?

Samedi 16 Novembre de 9h à 10h30 au Palais de la Mutualité

Dionysos Antonopoulos

Directeur adjoint business unit domicile AXA Assistance

Michèle Debonneuil

Inspecteur général des Finances

David Encaoua

Professeur émérite à l'université de Paris1 Panthéon-Sorbonne

Philippe Lecuyer

Dirigeant du groupe DEF et Vice-Président du syndicat européen de la sécurité incendie (Euralarm)

Modérateur : Pierre-Henri de Menthon, Challenges

Les technologies génériques commencent par détruire des emplois, puis elles les transforment et progressivement permettent de retrouver le plein emploi .

Les technologies de la mécanisation ont autrefois détruit les emplois qui étaient alors concentrés dans l'agriculture. Mais ces technologies génériques ont su utiliser la main d'œuvre libérée pour la faire travailler dans l'industrie de façon productive sur des chaînes de production. Celles-ci étaient structurées autour d'infrastructures et de biens d'équipement qui accumulaient les savoirs développés à partir de ces nouvelles technologies. Un grand cycle de croissance de plein emploi en a résulté.

De la même façon, les technologies numériques ont détruit l'emploi dans l'industrie en automatisant la production. Les technologies numériques vont maintenant permettre de développer une nouvelle « industrie » qui utilisera la main d'œuvre libérée pour produire de nouveaux produits (des bouquets de solutions). La main d'œuvre ne sera plus dans les usines automatisées mais sur les lieux de vie pour entretenir les biens et les personnes tout au long de leur cycle de vie. Mais pour transformer et créer tous ces nouveaux emplois, il faudra capitaliser les nouveaux savoirs apportés par les technologies numériques et les mettre en open source à la disposition de toutes les entreprises qui en ont besoin. Ainsi pouvoir se constituer de nouvelles chaînes de production de ces nouveaux produits, chaînes qui se prolongeront jusque sur les lieux de vie. Les technologies numériques permettront ainsi de satisfaire les besoins tout autrement, et ainsi de mieux les satisfaire. Un autre grand cycle de croissance en résultera. Il fera passer de l'avoir plus à l'être mieux.

Cette session fera intervenir à la fois des économistes qui expliciteront les aspects théoriques de cette mutation et des chefs d'entreprises qui témoigneront de la façon dont ils vivent cette mutation sur le terrain.

Ils participent aux JECO : profils de quelques intervenants

Philippe Aghion

Philippe Aghion est titulaire de la chaire d'économie Robert C Waggoner à l'université d'Harvard, et membre du Conseil d'Analyse Economique.

Ses travaux portent principalement sur la théorie de la croissance, la relation entre croissance et politiques économiques, et sur le rôle de l'innovation en tant que principale source de croissance.

Philippe Aghion est l'auteur de « Repenser l'Etat » (Editions du Seuil) avec Alexandra Roulet. Il a contribué à de nombreux rapports, dont le rapport CAE sur « Education et Croissance », le rapport CAE sur « Les leviers de la croissance française » et le rapport de la Commission Attali sur « La libération de la croissance française ».

Plus récemment, il a rédigé un rapport sur la gouvernance des universités pour Mme Valérie Pécresse.

Patrick Artus

Diplômé de l'Ecole Polytechnique, de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique et de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, Patrick Artus est aujourd'hui le Directeur de la Recherche et des Etudes de NATIXIS.

Il débute sa carrière en 1975 à l'INSEE où il participe entre autres aux travaux de prévision et de modélisation. Il travaille ensuite au Département d'Economie de l'OCDE (1980) puis devient Directeur des Etudes à l'ENSAE et Responsable de Séminaire de Recherche à l'Université Paris Dauphine (1982). Il enseigne dans diverses Universités (Dauphine, ENSAE, Centre des Hautes Etudes de l'Armement, Ecole Nationale des Ponts et Chaussées, HEC Lausanne, Ecole Polytechnique, ...). Il cumule ses fonctions d'enseignant avec ses travaux de recherche et s'associe à diverses revues ou associations économiques.

Ses travaux de recherche ont été récompensés par le titre de Meilleur Economiste de l'année 1996 par le Nouvel Economiste. Il est aujourd'hui membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du Premier Ministre.

Karine Berger

Après être entrée en classes préparatoires à Paris, elle intègre l'Ecole Polytechnique en 1993. Karine Berger entame ensuite une carrière professionnelle dans le service public : elle a dirigé au Ministère des Finances plusieurs services d'analyses conjoncturelles et de politique économique de 1998 à 2008, notamment à l'Insee. Elle rejoint le secteur privé en 2008 pour « vivre – au sein d'une entreprise d'assurance-crédit – les difficultés et la réalité de la vie des PME et de leurs salariés ».

Depuis juillet 2012, elle est également secrétaire nationale du PS en charge des questions économiques.

A l'Assemblée nationale, Karine Berger est membre de la Commission des finances. Elle a été désignée rapporteure de la loi de séparation des activités bancaires en 2013 et est co-auteure d'un rapport parlementaire au Premier Ministre sur la réforme de l'épargne financière des Français (avril 2013).

Elle a publié avec Valérie Rabault, "Les Trente Glorieuses sont devant nous" en mars 2011 (éditions Rue Fromentin) et "La France contre-attaque" en septembre 2013 (éditions Odile Jacob).

Gilbert Cette

Gilbert Cette, économiste français, est actuellement Directeur des analyses micro-économiques et structurelles à la Banque de France, et également Professeur associé à l'Université d'Aix-Marseille (AMSE). Il a été membre du Conseil d'Analyse Economique et du groupe d'experts sur le SMIC. Il a publié de nombreux ouvrages et articles dans les domaines de la croissance et de la productivité, du marché du travail et de l'emploi, et du droit social.

Ses deux derniers ouvrages, publiés en 2011, sont « Le partage de la valeur ajoutée » (en collaboration avec Philippe Askénazy et Arnaud Sylvain), Editions la Découverte, Collection repères et « Refonder le droit social » (en collaboration avec Jacques Barthelemy), la Documentation Française. Il est aussi l'auteur en 2011 du Rapport du Conseil d'Analyse Economique « Croissance et Crise : Une stratégie pour la France » (en collaboration avec Philippe Aghion, Elie Cohen et Mathilde Lemoine).

Il est également Président de l'AFSE (Association Française de Science Economique)

Yves Crozet

Yves Crozet est Professeur à l'Université de Lyon depuis 1992, aujourd'hui en poste à l'Institut d'études politiques (IEP). Il est membre du Laboratoire d'économie des Transports (LET) qu'il a dirigé de 1997 à 2007.

Secrétaire Général de la WCTRs (World Conference on Transportation Research society), il occupe les fonctions de président de l'Observatoire Energie Environnement des Transports (OEET) créé à l'issue du Grenelle de l'environnement, de président du Groupe Opérationnel n°6 du PREDIT sur les Politiques de Transport.

Membre du Conseil d'administration de RFF en tant que personnalité qualifiée, il est aussi président du Think Tank de l'Union Routière de France.

Brigitte Dormont

Brigitte Dormont est Professeur d'économie à PSL, Université Paris Dauphine et Titulaire de la Chaire Santé Dauphine (Institut Louis Bachelier). Elle est aussi Co-Directrice du programme Economie publique et redistribution au CEPREMAP.

Ses recherches se concentrent sur les politiques publiques en matière de régulation du système de santé, avec des évaluations empiriques réalisées sur données microéconomiques.

Ses publications portent sur la régulation de la médecine ambulatoire, la réforme de la tarification hospitalière, le rôle du vieillissement démographique dans la croissance des dépenses de santé, la concurrence en assurance maladie.

Frédéric Filloux

Avant de devenir l'actuel Directeur général en charge des activités numériques du groupe Les Echos, Frédéric Filloux était Editeur pour Schibsted International Travaille sur les développements internationaux du groupe norvégien, qu'il s'agisse de créations ou d'acquisition, sous l'angle de la stratégie éditoriale.

Diplômé de l'école de journalisme de Bordeaux, il est éditeur de la Monday Note, lettre d'information de langue anglaise spécialisée sur les business models des médias dans le contexte de leur évolution vers le numérique (notamment rédigée par Jean-Louis Gassée, partenaire dans la firme de capital-risque Allegis Capital à Palo Alto).

Enseignant à l'Ecole de journalisme de Sciences Po (internet & multimédia), Frédéric Filloux est également chroniqueur régulier pour les sites d'information économique E24.fr et Slate.fr.

Jean Paul Fitoussi

Economiste français, Jean Paul Fitoussi enseigne à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris et à la LUISS à Rome. Il est également directeur de recherche à l'OFCE dont il a été président de 1990 à 2010.

Expert au Parlement Européen dans le cadre de la Commission économique et monétaire, il est depuis 1996 membre de la Commission Économique de la Nation. Ses principales contributions ont porté sur les théories de l'inflation, du chômage, des économies ouvertes, sur le rôle des politiques macroéconomiques et sur la mesure des performances économiques et du progrès social.

Il a notamment contribué avec Edmund S. Phelps à la reconstruction de la théorie économique des économies ouvertes et à l'analyse du chômage en Europe, à codifier le champ des mesures statistiques : PIB, bien-être et soutenabilité, et à l'émergence d'une théorie de la coordination dans une union monétaire constituée de pays de tailles différentes.

Il a publié de nombreux articles dans des revues économiques françaises et internationales et publié plusieurs ouvrages en anglais et en français, dont certains ont été traduits en de nombreuses langues. Jean-Paul Fitoussi a reçu le prix de l'AFSE (Association Française des Sciences Économiques) et le Prix Rossi de l'Académie des Sciences Morales et Politiques.

Antoine Frérot

Diplômé de l'ENPC, Antoine Frérot commence sa carrière en 1981 comme ingénieur chercheur au Bureau central d'études pour l'Outre-Mer (BCEOM), société spécialisée dans les grands projets de développement.

En 1983, il rejoint le Centre d'études et de recherche de l'École des ponts et chaussées (CERGRENE) comme chef de projet, puis en devient directeur adjoint jusqu'en 1988. Il poursuit sa carrière au Crédit national comme responsable d'opérations financières pour le compte de grandes entreprises du secteur des transports, de l'aéronautique et de la mécanique.

En juin 2000, il est nommé membre du directoire de Vivendi Environnement et directeur général de la CONNEX, division transport du groupe.

À partir du 21 janvier 2003, il exerce les fonctions de directeur général de Veolia Eau, ainsi que directeur général adjoint et membre du comité exécutif de Veolia Environnement.

En septembre 2009, on parle de lui pour succéder à Henri Proglio à la tête du groupe Veolia. Après la nomination de ce dernier à la tête d'EDF par décret du 25 novembre suivant, Antoine Frérot devient effectivement directeur général, et obtient également le titre de président du Conseil d'administration le 12 décembre 2010.

Clara Gaymard

Nommée en 2006 présidente et CEO de GE en France, Clara Gaymard a renforcé l'activité, la présence et la visibilité de GE sur le territoire.

Clara Gaymard est également Vice-Présidente de GE International, et dirige les équipes en charge des comptes stratégiques pour GE en Europe. Auparavant, elle avait assuré la mise en place et la coordination des équipes présentes sur les marchés stratégiques en dehors des Etats Unis, notamment sur les enjeux touchant aux relations avec les gouvernements et les marchés publics.

Elle a débuté sa carrière en 1982 comme attachée d'administration à la Ville de Paris, au cabinet du Maire – M. Jacques Chirac –, puis à la Direction des Relations Internationales.

En 1995, elle devient directrice de cabinet de Colette Codaccioni, ministre de la solidarité entre les générations du premier gouvernement d'Alain Juppé. Clara Gaymard est également l'auteur de trois ouvrages : « La vie est un bonheur » 1997 – Critérian, « Histoires de femmes et autres simples bonheurs » 1999 – J. C. Lattès, « S'il suffisait d'aimer » 2003 – Fayard.

Le magazine Fortune l'a classée en 2011, 30ème de son classement des 50 femmes d'affaires les plus influentes du monde.

Philippe Herzog

Philippe Herzog est président-fondateur de l'association Confrontations Europe et conseiller spécial auprès de Michel Barnier, commissaire européen en charge du marché intérieur et des services.

Ancien élève de l'école Polytechnique, ancien administrateur à l'INSEE et professeur agrégé de sciences économiques, il a enseigné à l'université Paris-X Nanterre (1973-2003).

Co-auteur du modèle Zogol de prévision économique pour la France (1965), un des principaux rédacteurs du programme commun de gouvernement de l'union de la gauche, il a été membre du Comité central puis du bureau politique du PCF entre 1972 et 1996 ; il a démissionné de ce parti en 1996. Il a été député européen (1989-2004), président de la commission des relations économiques extérieures et vice-président de la commission économique et monétaire.

Il a également été membre de la Commission nationale de Planification (1982-1988), membre du Conseil Economique et Social (1984-1989), membre du Conseil d'Analyse Economique auprès du 1er ministre (1997-2008), et président de l'Institut pour l'Education Financière du Public (2006). Directeur de la *Revue Economie et politique* puis de la *Revue de Confrontations Europe* (depuis 1992), chroniqueur au *Figaro-Economie* (1999-2006), Philippe Herzog a écrit de nombreux ouvrages. Dernier en date : « Une tâche infinie – fragments d'un projet politique européen » (ed. Le Rocher, 2010). Philippe Herzog est décoré des Palmes académiques, de l'Ordre National du Mérite et de la Légion d'Honneur.

Martin Hirsch

Martin Hirsch, haut fonctionnaire est l'ancien président d'Emmaüs France et de l'Agence nouvelle des solidarités actives.

Il occupe de 2007 à 2010 le poste de Haut-commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté, au sein du gouvernement Fillon. À partir de 2009, il cumule ce poste avec celui de Haut-commissaire à la Jeunesse, avant de quitter le gouvernement l'année suivante et de prendre la présidence de l'Agence du service civique.

Il est nommé en 2006, directeur général de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments.

Il entre, le 18 mai 2007, dans le gouvernement de François Fillon comme Haut-Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté. Il fait instaurer le Revenu de Solidarité Active (RSA).

En 2010, il quitte le gouvernement et devient Président de l'Agence du service civique.

Pascal Lamy

Directeur général de l'OMC de 2005 à 2013, Pascal Lamy est diplômé de l'École des Hautes Études Commerciales (HEC) de Paris, de l'Institut d'Études Politiques (IEP) et de l'École Nationale d'Administration (ENA). Il commence sa carrière dans la fonction publique française à l'Inspection générale des Finances et au Trésor. Il devient ensuite conseiller du Ministre des finances, M. Jacques Delors, puis du Premier Ministre M. Pierre Mauroy.

À Bruxelles de 1985 à 1994, Pascal Lamy exerce les fonctions de Directeur de Cabinet du Président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, dont il est le représentant en qualité de "sherpa" au G-7.

En novembre 1994, il rejoint l'équipe chargée du redressement d'une banque française, le Crédit Lyonnais. Il devient ensuite le Directeur général de la banque jusqu'à sa privatisation en 1999.

Entre 1999 et 2004, Pascal Lamy est Commissaire au commerce à la Commission européenne présidée par M. Romano Prodi.

Après son mandat à Bruxelles, Pascal Lamy préside, pendant une brève période sabbatique, l'association "Notre Europe", groupe de réflexion travaillant sur l'intégration européenne, et devient professeur associé à l'Institut d'Études Politiques de Paris et conseiller du président du parti socialiste européen.

Jean-Claude Mailly

Jean-Claude Mailly est depuis 2012 secrétaire général du syndicat Force Ouvrière. Après des études de sciences économiques et sociales, Jean-Claude Mailly entre à la Caisse nationale d'assurance maladie (CNAM) comme chargé d'études en 1978. Élu délégué du personnel, puis mandaté délégué syndical à la CNAM, il devient permanent du syndicat dès 1981 comme assistant du secrétaire général de FO. De 1994 à 1999, Jean-Claude Mailly est membre du Conseil économique et social.

Il succède à Marc Blondel comme secrétaire général de FO en février 2004, et est réélu à deux reprises.

Jean-Claude Prager

Jean-Claude Prager est Directeur des études économiques de la Société du Grand Paris depuis septembre 2010. Auparavant, il était directeur de l'ADIT, agence pour la diffusion de l'information technologique entre 2004 et 2010, après une carrière dans l'administration ainsi que comme responsable dans des grandes entreprises.

Il est l'auteur de nombreux articles ou rapports comme «Les fondements d'une stratégie dynamique d'aménagement du territoire», pour la présidence de la République, écrit conjointement en 2009 avec C. Saint-Étienne et J.-F. Thisse, deux rapports du Conseil d'analyse économique, «Innovation et compétitivité des régions», et «Les marchés des brevets dans l'économie de la connaissance», avec T. Madiès et D. Guellec, ou encore «Le transfert de connaissances, quelques pratiques novatrices dans le monde», rapport pour le Ministère de la Recherche et des Universités, 2007. Il a enseigné dans de nombreuses universités. Il est en outre expert sur les questions d'innovation auprès de la Commission Européenne, délégué général du Cercle Santé Société, président du groupe X-Démographie/Economie et membre de la Société d'Économie Politique.

Valérie Rabault

Valérie Rabault est ingénieure diplômée de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées et du Collège des Ingénieurs.

Après une première expérience dans le BTP en année de césure pendant ses études, elle débute sa carrière professionnelle à la Société Générale en 1998 en tant qu'inspectrice.

En 2003, elle rejoint BNP Paribas à Londres au sein du département de risque de marché ; en septembre 2010 elle est nommée responsable de l'équipe Market Prospective & Business Risk.

A partir de 2005, elle enseigne les risques de marché pour le Master «Monnaie, banque, finance, assurance» à Paris-X Nanterre. Elle est l'auteure avec Karine Berger de « Les 30 glorieuses sont devant nous», publié en mars 2011 aux éditions rue Fromentin.

Alain Roumilhac

Alain Roumilhac est Président de Manpower Group France depuis novembre 2012.

Diplômé de l'ENSAM (École Nationale Supérieure d'Arts et Métiers), il débute sa carrière chez IBM France en 1984 où il occupe des postes commerciaux et de management.

Il rejoint IBM Global Services en 1995 et devient, en septembre 1999, Vice-Président de la Division des Services d'Infrastructures et de Maintenance pour l'Europe de l'Ouest.

En 2008, il est promu Directeur Général Exécutif d'Osiatis, poste qu'il occupera jusqu'en 2010 avant de créer CLEMADEL Conseil, cabinet de conseil en stratégie.

En avril 2011, Alain Roumilhac rejoint le groupe Manpower en qualité de Directeur Général en charge du développement, en France et en Europe du Sud, des marques Experis, spécialiste du recrutement et de la mise à disposition d'experts sur les métiers de l'informatique, de la vente, de la finance, de l'ingénierie, et de la santé, et de Manpower Group Solutions, spécialisée dans les services de gestion des ressources humaines et d'externalisation.

Alain Trannoy

Alain Trannoy est directeur de l'Ecole d'économie d'Aix-Marseille. Il est depuis 2002, directeur d'études à l'EHESS à Marseille.

Ses domaines de recherche intéressent de nombreux champs de l'économie publique et en particulier lorsque des questions distributives sont en jeu. Citons la mesure des inégalités, l'égalité des chances et les problèmes de discrimination, la fiscalité, l'économie du logement, l'économie de l'enseignement supérieur et de la recherche, les minima sociaux, la théorie de la justice sociale.

Idées de parcours thématiques pendant les Journées de l'Economie

Reconstruire la confiance

- L'économie française malade de ses institutions ?
- Les conditions économiques pour la stabilité de l'euro sont-elles acceptables ?
- Réformes économiques, quelles priorités ?
- Comment construire la confiance ?
- Dialogue social et croissance

Politiques économiques

- Réformes économiques, quelles priorités
- L'économie française, entre rebond et déclin
- Faut-il une politique de filières industrielles
- La politique de la concurrence tue-t-elle l'industrie ?

Territoires

- Les métropoles, locomotives de l'innovation ?
- Smart City
- Economie des circuits courts, quand la proximité révolutionne les territoires ?
- Quel modèle de développement économique pour le Grand Lyon
- Rhône-Alpes, quelles stratégies pour reconstruire la confiance ?

Questions sociétales

- La politique familiale, un handicap pour les femmes ?
- L'emploi des jeunes
- Qui doit payer l'information ?
- D'où viennent les inégalités face à la santé ?
- Payer plus pour les transports publics

Environnement

- La transition énergétique, un casse-tête financier ?
- Faut-il relancer la taxe carbone ?
- Gaz de schiste, une solution ?
- Regards croisés sur les ressources naturelles

Entrepreneuriat

- Les 4 stimulants de la croissance des entreprises
- Café Eco de Bercy : mon premier job d'entrepreneur
- Lab Cafés éco de Bercy : création d'entreprise
- ECAM : le projet entrepreneurial dès la sortie de l'école

D'autres façons de débattre : les Café Eco et les Labs de Bercy

En marge des conférences traditionnelles des Journées de l'Economie, le bureau des partenariats et des réseaux sociaux (BPRS) du service de la communication des ministères de Bercy propose une série de rencontres tournées vers le citoyen et les porteurs de projets auxquelles chacun participe selon son centre d'intérêt, mais également son niveau de connaissance et ses envies.

«**Le café économique**» a pour objectif d'informer le public dans un cadre participatif. Un ou des experts échangent avec lui sur un thème spécifique dans le cadre convivial d'un café.

- Jeudi 14 nov. 11h00 - 12h30 : Mon 1er job entrepreneur
- Jeudi 14 nov. 18h30 - 19h30 : l'ESS à l'échelle locale
- Vendredi 15 nov. 11h00 - 12h30 : Repenser le modèle industriel français
- Vendredi 15 nov. 16h00 - 17h30 : Mesurer la qualité de vie et le bien-être

«**Le lab**» consiste à mettre en relation des porteurs de projet avec une équipe d'experts dans le but de monter sur place un projet.

- Jeudi 14 nov. 14h30 - 17h30 : Création d'entreprise
Ces sessions de Speed-dating pilotées par le Moovjee consistent en des rencontres entre des porteurs de projets et un panel d'experts (Moovjee, CCI, têtes de réseau, réseaux d'entrepreneurs, business angels, experts comptables, directions de Bercy : Insee, Douane, DRFIP, Dirrecte).
- Vendredi 15 nov. 18h00 - 21h00 : Carrefour des possibles
Cette rencontre animée par la Fondation internet Nouvelle Génération aura pour angle des projets témoignant de modèles économiques originaux utilisant le numérique.

Salon du livre d'économie

Les Journées de l'Economie ont créé le Salon du livre d'économie, avec la conviction que les livres d'économie et plus largement ceux qui traitent de questions sociales, économiques et politiques peuvent rencontrer un large public.

Le Salon, unique en France, est un véritable lieu de rencontre pour tous les acteurs des Journées de l'Economie. Dans une ambiance conviviale, le public pourra découvrir les nouvelles parutions et rencontrer les auteurs qui présenteront leurs ouvrages parus pendant l'année 2013.

Cette année, le Salon du Livre accueillera également une exposition photo sur le thème de la confiance, parrainée par la Banque de France et réalisée par des élèves de lycées de l'Académie, avec l'aide d'un photographe professionnel.

Plusieurs auteurs ont déjà confirmé leur présence sur le Salon et seront présents pour dédicacer leur ouvrage et rencontrer le public :

Jeudi 14 novembre

❖ 19h00 – Guillaume Duval

Made in Germany : Le modèle allemand au-delà des mythes, Editions Seuil

Rencontre à la bibliothèque de Lyon Part-Dieu :

30, Boulevard Marius Vivier Merle – 69003 Lyon

Vendredi 15 novembre

❖ 13h00 – David Thesmar

10 idées qui coulent la France, Flammarion

❖ 13h30 – Patrick Artus

Les apprentis sorciers, 40 ans d'échec de la politique économique, Editions Fayard

❖ 14h00 – André Zylberberg

La Machine à trier. Comment la France divise sa jeunesse, Eyrolles

Samedi 16 novembre

❖ 13h00 - Anouk Flamant et Marie-Clotilde Meillerand

Lyon, Ville internationale: la métropole lyonnaise à l'assaut de la scène internationale, Editions Libel

❖ 13h30 – Pierre-Henri de Menthon et Airy Routier

Théories du bordel économique, Editions JC Lattès

❖ 15h00 – Pierre Jacquemot

Economie politique de l'Afrique contemporaine, Armand Collin

Rencontre à la bibliothèque du 1^{er} arrondissement :

7, rue St Polycarpe – 69001 Lyon

Etats Généraux des Etudiants : 2^e édition

Les Journées de l'Economie (JECO) s'associent à la Faculté de Sciences économiques et de gestion de l'Université Lyon 2 et de l'ENS de Lyon pour organiser pour la deuxième fois **les Etats Généraux des Etudiants les 13 et 14 novembre 2013**.

Les étudiants sont les premiers acteurs de leur insertion professionnelle.

Mais le succès de leur insertion dépend aussi beaucoup des outils et services que les institutions d'enseignement supérieur sont capables de mettre en œuvre pour accompagner leur orientation, leur professionnalisation et leur accès à l'emploi.

En 2012, la première édition des Etats généraux des Etudiants avait abouti à des propositions d'améliorations.

Cette année encore, les étudiants et l'ensemble des acteurs de l'insertion professionnelle étudiante - doyen, enseignants, DRH - vont poursuivre ensemble leur réflexion sur les pratiques et les performances du monde universitaire en matière d'insertion professionnelle.

Celle-ci sera menée en particulier autour de 5 thématiques :

1. **L'étudiant acteur de son insertion professionnelle** : « Projet professionnel personnalisé », « Passeport Expérience Compétences »
2. **Les nouvelles compétences professionnelles de l'étudiant** : quels outils, quelles méthodes ?
3. **Le passage vers le 1^{er} emploi** : au-delà des compétences disciplinaires, les employeurs attendent des compétences en matière de « savoir être ». Comment les identifier, les acquérir et les évaluer à l'université ?
4. **Numérique et insertion professionnelle** : comment et à quelles conditions les outils du web 2.0 permettent-ils d'acquérir de nouvelles compétences valorisables sur le marché de l'emploi ?
5. **L'insertion des étudiants en sciences économiques et gestion** : la transition vers un emploi stable est une étape critique de l'insertion professionnelle. Entre stages, alternance, CDD, l'étudiant peut-il choisir sa stratégie ? Que peuvent les différents acteurs que sont l'université, l'entreprise, les associations et les réseaux pour faciliter ce passage ?

Sur chacune de ces thématiques, les étudiants présenteront le travail des délégations et échangeront avec les acteurs de l'insertion professionnelle afin de faire un point sur les outils et de dégager de nouvelles pistes.

Les participants attendus :

- Luc Baumstark, doyen de la Faculté de sciences économiques et de gestion, Université Lumières Lyon 2
- Pierre-Cyrille Hautcoeur, directeur de l'EHESS, Président de la mission sur les formations et la recherche en sciences économiques
- Jean-Michel Jolion, Chef du service de la stratégie de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle à la DGSIP
- Doyens des facultés
- DRH
- Délégations étudiantes

Les universités participant aux Etats Généraux sont représentées par des délégations étudiantes qui effectuent un travail préparatoire avec les acteurs de l'insertion professionnelle, sur les thématiques 2013 en vue de faire émerger des projets en matière d'aide à l'insertion professionnelle.

- 13 octobre de 14 h à 19 h à l'ENS de Lyon : les délégations vont partager leurs synthèses de travaux en commissions.

14 octobre de 15h 30 à 18h 30 à l'Université Lumières Lyon 2 : Table ronde des Etats Généraux.

Les Journées de l'Economie, un événement de La Fondation pour l'Université de Lyon



La Fondation pour l'Université de Lyon a été créée par une volonté commune du monde économique, de l'Université de Lyon et des acteurs publics.

L'ambition de cette fondation d'utilité publique abritante, présidée par Alain Mérieux, est de favoriser, sur le territoire, les avancées en matière de connaissance scientifique, de recherche et d'innovation, en relation avec les besoins économiques et sociétaux actuels, locaux, nationaux et internationaux.

L'action de la Fondation se développe sur trois axes : la réflexion stratégique et la veille sur les grands défis à venir, le pilotage de projets majeurs pour l'évolution du site, et l'accompagnement et la gestion d'opérations de programmes relevant d'une dynamique de partenariat public-privé.

Positionnée à l'interface du monde académique et du monde socio-économique, la Fondation joue ainsi un rôle de catalyseur d'initiatives et de projets ambitieux visant à accroître l'attractivité et le rayonnement du territoire, en France et à l'international.

C'est à ce titre que la Fondation pour l'Université de Lyon organise des rencontres de référence comme le Forum mondial des sciences de la vie, **BIOVISION** et, pour la sixième année consécutive, **les Journées de l'Economie (Jéco)**.

Plus d'informations sur www.fondation-pour-universite-lyon.org

Ils soutiennent les Jéco



Caisse d'Épargne Rhône Alpes partenaire des Jéco et de l'économie régionale

Il est important de bien comprendre les principaux mécanismes qui régissent l'économie pour mieux appréhender le contexte dans lequel nous vivons. Les Journées de l'Économie ont notamment cette vocation de rendre accessible des sujets traités par des experts venus du monde entier.

Cette ouverture à tous les publics nous a convaincus et nous a conduits à être, depuis l'origine, partenaire de cet événement national qui se déroule à Lyon.

La Caisse d'Épargne Rhône Alpes et le groupe BPCE, dont elle fait partie, mobilisent également leurs spécialistes pour participer aux conférences de ces journées.

Le 15 novembre, Laurent Mignon, directeur général de Natixis et membre du directoire de BPCE et Patrick Artus, directeur de la Recherche et des Etudes de Natixis, interviendront lors du débat « a-t-on encore besoin des banques ? ». Olivier Klein, directeur général de la BRED Banque Populaire, professeur d'économie finance à HEC, participera à la conférence « l'économie française malade de ses institutions ? ».

Pour ma part, j'aurai le plaisir d'intervenir le 14 novembre à la conférence : « la transition énergétique, un casse-tête financier ? »

L'édition 2013 est consacrée à la thématique « reconstruire la confiance ». Une excellente initiative pour consolider et transformer les premiers signes de reprise économique, en de véritables leviers de développement et de croissance dont la confiance est un des piliers.

Stéphanie Paix, Président du directoire de la Caisse d'Épargne Rhône Alpes.

Et aussi

GRANDLYON

communauté urbaine

Après 6 années d'augmentation constante du nombre de participants, les Journées de l'Économie ont confirmé l'intérêt des citoyens pour cette manifestation destinée à sensibiliser le plus large public aux grandes questions économiques contemporaines. Le soutien du Grand Lyon à la Fondation pour l'Université de Lyon a pour ambition d'accompagner les Journées de l'Économie à se positionner comme l'événement national grand public de référence sur les sciences économiques. Cet événement, unique en France, permet de développer la visibilité nationale de la métropole comme lieu de débat économique. Il valorise le dynamisme économique et les ressources universitaires du territoire en mobilisant des économistes et des journalistes de dimension nationale et européenne pendant 3 jours à Lyon. Il offre enfin l'opportunité au Grand Lyon (<http://www.economie.grandlyon.com>) de diffuser la culture économique auprès des citoyens.



« Soutenir les Journées de l'Économie, pour la CCI de Lyon, c'est juste une évidence. Quelle satisfaction pour nous chefs d'entreprises de voir l'économie traitée comme un vrai sujet de réflexion, de débats et d'ouverture sur la compréhension du monde ! Car le tout premier acteur de l'économie, c'est bien l'entreprise, principal producteur de richesses, d'emplois et de lien social dans notre pays. Cette initiative inédite de rapprocher le monde universitaire et les jeunes du monde de l'entreprise rejoint parfaitement la feuille de route de la CCI de Lyon. »

Philippe Grillot, Président de la CCI de Lyon
www.lyon.cci.fr



« La marque de fabrique de Rhône-Alpes réside dans le lien fort qu'elle cultive entre les entreprises et les universités. Nous voulons construire dans notre région une économie de la connaissance, fondée sur les résultats de la recherche et sur la formation à un niveau supérieur des hommes et des femmes capables de la mettre en œuvre. C'est pour cette raison que notre Région s'est affirmée dès la première heure comme un partenaire enthousiaste des "Journées de l'économie". Un événement grand public qui interroge les problématiques économiques passées et actuelles... pour éclairer les citoyens et mieux préparer le futur." Jean Jack Queyranne, Président du Conseil régional Rhône-Alpes, ancien Ministre.

www.rhonealpes.fr



La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays. Investisseur de long terme, la Caisse des Dépôts est le gestionnaire de confiance de l'épargne des Français, de régimes de retraite et le banquier du service public de la Justice.

Le groupe Caisse des Dépôts apporte des solutions durables et invente en permanence de nouvelles manières d'appuyer les politiques publiques nationales et locales.

Il anticipe, innove et adapte ses activités pour répondre aux défis de demain : financer les entreprises, repenser l'habitat et le cadre de vie, développer durablement les territoires, protéger les fonds et les personnes tout au long de la vie, soutenir l'économie de la connaissance et s'inscrire dans une dimension internationale.

Le réseau des 25 directions régionales de la Caisse des Dépôts, en métropole et outremer, mobilise l'ensemble des savoir-faire et des financements du Groupe.

www.caissedesdepots.fr



Banque centrale acteur de l'économie mondiale, la Banque de France est aussi une institution de la République. En charge de la stabilité monétaire et financière comme du traitement du surendettement des particuliers, elle a à cœur d'améliorer la connaissance économique pour faire de chacun un citoyen et un agent économique bien informé. C'est dans le cadre de cette démarche globale d'amélioration de l'information et de l'éducation économique et financière du public qu'elle apporte son soutien aux Journées de l'Économie.

www.banque-france.fr



Sanofi est un leader mondial et diversifié de la santé qui recherche, développe et commercialise des solutions thérapeutiques centrées sur les besoins des patients. Sanofi possède des atouts fondamentaux dans le domaine de la santé avec sept plateformes de croissance : la prise en charge du diabète, les vaccins humains, les produits innovants, la santé grand public, les marchés émergents, la santé animale et le nouveau Genzyme.

C'est à Lyon que Sanofi construit une part de son avenir et de la santé de demain en s'appuyant sur ses racines historiques et sur la compétitivité de la région dans le domaine des sciences du vivant.

Sanofi emploie 6 700 collaborateurs en Rhône-Alpes -dont 1 300 en R&D et plus de 4 000 pour les Opérations industrielles- répartis sur 11 sites :

- A Lyon-Gerland, Sanofi a choisi d'implanter les sièges mondiaux des leaders de la vaccination humaine (Sanofi Pasteur) et de la santé animale (Merial) et double sa capacité de production d'anticorps essentiels à la réussite des greffes d'organes (Genzyme) ;

- A Marcy-l'Étoile, le plus grand site de R&D et de production de vaccins au monde, Sanofi produit des centaines de millions de doses de vaccins humains par an, dont plus de 80% pour l'exportation ;
- A Neuville-sur-Saône, Sanofi crée un site production qui va fabriquer le premier vaccin au monde contre la dengue
- A Saint-Priest (Porte des Alpes), Sanofi développe ses capacités de production de vaccins destinés à améliorer la santé, le bien-être et les performances d'un grand nombre d'espèces animales : animaux de compagnie, animaux de production, faune sauvage.

Sanofi est membre fondateur du pôle de compétitivité *Lyonbiopôle*, de l'Institut de Recherche Technologique *Bioaster* (labellisé « Investissement d'avenir » en 2011) et de la Fondation pour l'Université de Lyon.

Acteur économique majeur du Grand Lyon, Sanofi soutient pour la deuxième année l'organisation des Journées de l'économie.

www.sanofipasteur.com



Mazars est l'un des leaders mondiaux sur le marché de l'audit, du conseil et des services comptables, fiscaux et juridiques, présent dans 71 pays. En France, acteur de référence, Mazars regroupe 38 implantations et fédère les compétences de plus de 2 500 collaborateurs, dont plus de 270 en Rhône-Alpes.

Depuis sa création, Mazars s'est toujours affirmé comme une organisation intimement liée à la société dans laquelle elle évolue. Mazars est fortement engagée dans des opérations de mécénat en faveur du développement de la culture et du débat d'idées et soutient les grandes initiatives publiques et privées, comme le mécénat du Musée des Beaux-Arts de Lyon ou les Victoires des Autodidactes.

Mazars s'est donc naturellement associé pour la troisième année consécutive aux Jéco.

www.mazars.fr

Contacts presse

Presse locale

Agence Géraldine Musnier

Géraldine Musnier

geraldine@agencegeraldinemusnier.com

04 78 91 06 08 - 06 72 68 27 21

Isabelle Larçon

isabelle@agencegeraldinemusnier.com

04 78 91 19 75 – 06 78 56 14 77

Presse nationale et internationale

Agence OZINFOS

jeco@ozinfos.com

Marie Céline Terré

01 42 85 47 27 – 06 09 47 47 45

Timothée Lenoir

01 42 85 47 27 – 06 15 55 00 65